

短期集中講座 (小林) 第8回その三 (03/05)

フランスの産業界も政府も、データセンター建設を経済振興の最優先課題と捉えている。AI の列車に乗り遅れたら、フランスはもう先進国でいられなくなる、という程の切迫感を感じます。しかし...

データセンターは電力消費が大きく、冷却用に水も大量に必要とする。上記のような政策は、気候変動対策にも逆行するのではないか、という意見も。

Le pari français en faveur des data centers

Le Monde du 27 juillet 2026, Bastien Bonnefous

«*La fenêtre d'opportunité est ouverte, mais elle impose une exécution rapide et cohérente*». Dans une étude publiée samedi 25 juillet, que *Le Monde* a pu consulter, le cabinet Rexecode, proche des milieux patronaux, plaide pour que la France devienne une terre d'accueil privilégiée pour les centres de données (data centers), à l'heure où l'installation de ces nouvelles usines de l'intelligence artificielle (IA) provoque de nombreux débats et des conflits locaux.

Selon Anthony Morlet-Lavidalie, responsable France chez Rexecode et auteur de l'étude, les centres de données vont être, pour l'économie numérique du XXI^e siècle, «*ce que les infrastructures énergétiques ont représenté pour l'industrie du XX^e siècle : un socle essentiel de compétitivité et de souveraineté économique*». Pas question donc pour la France de louper le coche si elle veut devenir «*un hub européen majeur de l'intelligence artificielle et occuper une place centrale dans la nouvelle géographie mondiale du numérique*». Une position partagée par le gouvernement, qui multiplie les annonces d'investissements record dans ce sens (109 milliards d'euros lors du Sommet pour l'action sur l'IA, à Paris, en février 2025, 93 milliards d'euros lors du sommet Choose France, à Versailles, début juin).

Rexecode estime que la puissance de ces sites va être multipliée par quatre d'ici à 2030 et par dix d'ici à 2035, représentant quelque 210 milliards d'euros d'investissements cumulés. La majorité de ces investissements correspondent à des technologies et des équipements importés, principalement américains et asiatiques : la part de valeur ajoutée directe qui resterait en France est évaluée à 30%, soit environ 13 milliards d'euros par an à l'horizon 2035.

Le cabinet prévoit également des retombées indirectes générées par le développement de la filière, estimée à 20 milliards d'euros annuels. Les secteurs économiques qui en tirent le plus grand bénéfice sont le BTP et le génie électrique. Une manne financière finalement assez faible par rapport aux investissements, mais indispensable, selon Rexecode, au regard des

enjeux géopolitiques. «*Les pays disposant d'une infrastructure de calcul suffisante pourront développer et déployer leurs propres modèles d'IA, tandis que ceux qui en sont dépourvus resteront tributaires de modèles conçus et contrôlés par d'autres*», prévient l'étude.

«*Combinaison rare d'atouts*»

Pour l'instant, avec quelque 350 data centers installés sur son territoire, la France figure derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas en Europe. Surtout, elle est avant tout «*un lieu d'accueil passif*» de centres développés par des acteurs étrangers, alerte Rexecode. Des acteurs numériques français ou implantés en France existent, comme OVHCloud, Data4 ou Scaleway (filiale d'Iliad, dirigée par Xavier Niel, par ailleurs actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde), qui peuvent devenir des champions nationaux. Et la présence d'entreprises comme Mistral AI – qui a son propre data center dans l'Essonne, et avec qui l'américain Microsoft vient de signer un accord pour lui acheter une partie de sa puissance de calcul – valorise l'écosystème de recherche tricolore en matière d'intelligence artificielle.

A condition d'avoir accès à l'électricité, carburant indispensable des data centers. Dans son rapport publié le 15 juillet, la commission d'enquête du Sénat sur la souveraineté numérique appelle justement à un «*moratoire*» sur les centres de données extra-européens, car, selon ses auteurs, sur les 15 gigawatts de puissance électrique réservée par les porteurs de projets, seul 1,4 l'a été par des acteurs européens, le reste relevant principalement des géants du cloud américain.

Le nombre d'emplois créés sera également limité, prévient Rexecode, tant ces sites sont largement automatisés. En phase d'exploitation, la direction générale des entreprises, rattachée au ministère de l'économie et des finances, estime qu'un data center de 100 mégawatts (MW) génère une cinquantaine d'emplois directs qualifiés, auxquels s'ajoutent des emplois indirects dans la maintenance ou la sécurité. La phase de construction, en revanche, peut mobiliser entre 300 et 1.000 emplois selon la taille du projet, sur une durée de deux à trois ans, principalement dans les secteurs du bâtiment et des équipements électriques. Les projections de Rexecode tablent

sur une filière qui pèserait à l'échelle nationale «*plus de 75.000 emplois à horizon 2030, puis près de 90.000 en 2035*».

La France dispose d'une «*combinaison rare d'atouts*» selon le cabinet, notamment son électricité abondante, majoritairement d'origine nucléaire et donc fortement décarbonée, avec une visibilité pour les industriels grâce aux contrats d'approvisionnement de long terme proposés par EDF. Mais la dynamique est «*fragile*» et les contraintes liées au raccordement électrique peuvent ralentir ce déploiement.

A la fin de 2025, les data centers dits de «*colocation*» (qui fournissent leurs services à plusieurs entreprises clientes) installés dans le pays et d'une capacité supérieure à 1 MW, représentent environ 850 MW de puissance électrique. A l'horizon 2035, les besoins pourraient atteindre «*entre 4.850 MW et 10.050 MW*» d'après Rexecode, selon les vitesses et l'intensité des déploiements.

2025年末時点で、国内の colocation (複数の顧客企業にサービスを提供) のデータセンターで1MWを超えるものは、合計850MWとなる。2035年時点では、Rexecodeによれば、これはデータセンター設置のスピードとパワー次第で4.850MW～10.050MWに達するであろう。

Un essor considérable, avec le risque d'un «*goulot d'étranglement structurel*» pour tout raccorder, et d'une concurrence avec d'autres secteurs de l'économie qui auront eux aussi besoin d'électricité pour se décarboner, comme les transports, le chauffage et l'industrie lourde.

Réseau de transport d'électricité (RTE) situe la consommation électrique des data centers français à 10 térawatt-heures (TWh), soit environ 2% de la consommation nationale, et trace une trajectoire de 15 à 20 TWh en 2030 puis de 23 à 28 TWh en 2035.

フランスの送電網を管理する RTE は、フランス国内のデータセンターによる電力消費を10テラワット時、即ち国内電力消費の2%と見積り、2030年には15～20テラワット時、2035年には23～28テラワット時に増加すると予測。

Dans certaines grandes villes européennes, l'obtention d'un raccordement peut prendre de sept à dix ans. En France, RTE privilégie désormais le principe du «*premier prêt, premier raccordé*» plutôt que du «*premier arrivé, premier servi*», afin de raccorder les projets mûrs sans qu'ils soient bloqués

par d'autres moins aboutis, mais qui avaient réservé des capacités électriques par précaution.

L'autre déterminant-clé reste l'acceptation des projets par les citoyens. Les contestations locales contre les data centers se multiplient avec à chaque fois les mêmes critiques : l'accès au foncier et l'artificialisation des sols, la consommation électrique importante et les dépenses en eau pour les systèmes de refroidissement. *«Cette dimension est loin d'être anecdotique dans l'industrie numérique où les arbitrages de localisation s'effectuent à l'échelle internationale et où les grands opérateurs disposent d'une capacité élevée de redéploiement des investissements»*, prévient Anthony Morlet-Lavidalie.

Conflits d'usages

Les craintes de conflits d'usages se multiplient alors que les effets de plus en plus visibles du changement climatique posent la question de l'accès à l'eau et à l'électricité dans de nombreuses zones. Au Bourget (Seine-Saint-Denis), un centre de données que la société britannique Segro veut implanter, fait l'objet d'une opposition locale. *«Les data centers requièrent des réseaux électriques et une production d'électricité beaucoup plus grande, ce qui va à l'encontre des engagements de sobriété énergétique. Ils s'ajoutent à l'augmentation de la demande en électricité et en eau, ce qui pourrait générer des conflits d'usage»*, estime l'association France Nature Environnement d'Ile-de-France.

Selon un décompte du collectif citoyen Le Nuage était sous nos pieds, une quinzaine de projets suscitent des tensions dans le pays, en Ile-de-France, dans les Bouches-du-Rhône, le Nord, l'Indre, l'Isère ou le Haut-Rhin. Le 10 juillet, le tribunal administratif de Grenoble, saisi par un collectif local, a suspendu le permis de construire d'un puissant data center de 40 MW, développé par la start-up marseillaise Sesterce dans la banlieue de Valence, invoquant l'absence d'une étude d'impact sur l'environnement.

Le gouvernement a accordé à certains chantiers le label de *«projet d'intérêt national majeur»*, qui permet d'accélérer les procédures administratives d'autorisation et de limiter les recours juridiques. Pour l'obtenir, ces data centers doivent notamment répondre à des critères environnementaux, comme la valorisation de leur chaleur fatale (celle émise par le fonctionne-

ment des calculateurs) avec un raccordement de leurs circuits de refroidissement à des réseaux de chauffage urbains, afin de rendre à la collectivité une partie de l'énergie utilisée.

Cet encadrement reste insuffisant pour le think tank Shift Project, qui souligne, dans son rapport sur l'IA publié en octobre 2025, que le développement actuel du secteur numérique rend *«impossible sa décarbonation»* et risque de perturber celle d'autres secteurs de l'économie. *«A l'horizon 2030, les choix actuels de conception et de déploiement dans la filière des centres de données à l'échelle mondiale placeraient la filière dans une position insoutenable au regard de la contrainte climatique : ses émissions directes atteindraient entre 630 MtCO₂ (millions de tonnes en équivalent CO₂) et 920 MtCO₂, soit jusqu'à deux fois les émissions de la France»*, alerte le groupe de réflexion. Aux Etats-Unis, plus d'une centaine de projets de data centers ont été stoppés depuis 2025, et plusieurs Etats du pays ont mis en place des moratoires, à chaque fois pour des raisons environnementales, énergétiques ou sociales.